

L'Algérie du

Comment sortir de cette impasse, sans remettre en cause les équilibres fragiles de toute la société algérienne⁽¹⁾, fraîchement sédimentée, qui risque de basculer, une nouvelle fois, dans la violence⁽²⁾, après avoir sombré dans ce qui est convenu d'appeler pudiquement la «décennie noire» à partir de 1992 ?

Le récent communiqué, de seulement quelques lignes, de M. Hamrouche, après plusieurs années de silence réservé, est très clair à cet endroit puisqu'il y déclare, en substance, que «chaque crise a ses victimes et ses opportunités. Evitons de gâcher ces nouvelles opportunités ou d'avoir de nouvelles victimes». C'est donc dans cette équation que ce dernier situe le débat et certainement pas dans le cadre de la campagne pour les présidentielles préfabriquées⁽³⁾ qui se résume en une «désignation élective» mais qui, malheureusement, ne règle aucun des problèmes multidimensionnels que vit la société algérienne, en ébullition ! Encore une fois, il faut bien que tout un chacun comprenne définitivement que **le président sortant ne se sent pas du tout redevable vis-à-vis des électeurs qui ont «voté» pour lui, sachant pertinemment que les scrutins ne reflètent que le deal qu'il a passé préalablement avec l'institution militaire, jusques et y compris, dans le moindre détail du taux de participation, de celui de sa victoire et de**

ceux attribués aux autres lièvres candidats⁽⁴⁾.

Le communiqué de M. Hamrouche a donc précipité les événements et obligé le Président sortant et son clan à passer à la vitesse supérieure, en instruisant leur premier des ministres président⁽⁵⁾, bien avant l'ultime date et à partir d'une virée préélectorale à Oran, de lever le

Refusant d'entrer dans ce jeu sordide d'appareils et de se plier aux exigences de ses règles obséquieuses et dégradantes, M. Hamrouche⁽⁹⁾ élève le débat au niveau des enjeux véritables qui ne peuvent être que ceux du devenir de notre pays et de ses nouvelles générations et non pas à celui d'une élection⁽¹⁰⁾ dont l'issue est connue d'avance, depuis le début de sa mise en œuvre.

voile sur «l'évidence aveuglante» de la candidature du Président sortant, compte tenu du fait que celle de son frère lui avait été refusée, l'année passée. Malgré son état de santé⁽⁶⁾, réduisant considérablement ses capacités de prise en charge des responsabilités induites par le poste⁽⁷⁾, il n'a accepté nulles autres propositions de succession, introduites par les différents clans

du pouvoir, trouvant, sans nul doute, que les garanties d'immunité totale et définitive, pour sa personne, celles pour sa famille et enfin celles pour son clan, n'étaient pas suffisamment sûres à son goût, pour passer le témoin à l'un des prétendants embusqués sur les crêtes du pouvoir⁽⁸⁾.

Une erreur, de sa part, dans le choix de son successeur, lui sera fatale, connaissant parfaitement les mœurs ancrées dans le personnel boulitique, qui se nourrit exclusivement de trahison et de duplicité, ombres chinoises qu'il a lui-même promues, adoubees et répudiées, à un moment donné. D'ailleurs, l'annonce du retour de deux ex-chefs de gouvernement, à deux postes subalternes, A. Ouyahia (ministre d'Etat, directeur de cabinet) et A. Belkhadem (ministre d'Etat, conseiller spécial), s'inscrit dans cette logique de diviser pour régner et d'utiliser des sherpas, le premier pour expédier les affaires courantes intérieures et le second pour le représenter au niveau international.

Il leur fait miroiter, en outre, à chacun, par le chas de l'aiguille, le poste de vice-président de la République, pour les obliger à plus d'allégeance.

Une erreur dans le casting inscrira le Président sortant, dans le même registre d'histoire des destinées des

Dr Mourad Goumiri
(mouradgoumiri@gmail.com)



présidents tunisien, libyen, égyptien et les autres.

Il aura expérimenté, avec succès, le principe universel de toujours négocier en position de force avec ses ennemis mais surtout avec ceux qui prétendent être ses alliés du moment.

Refusant d'entrer dans ce jeu sordide d'appareils et de se plier aux exigences de ses règles obséquieuses et dégradantes, M. Hamrouche⁽⁹⁾ élève le débat au niveau des enjeux véritables qui ne peuvent être que ceux du devenir de notre pays et de ses nouvelles générations et non pas à celui d'une élection⁽¹⁰⁾ dont l'issue est connue d'avance, depuis le début de sa mise en œuvre.

(1) A. Bencheikh est tranchant sur ce sujet, en déclarant que «c'est une crise grave du système lui-même qui, par ses blocages répétés, met en péril le pays. Contrairement à d'autres, je pense que ce système ne peut pas être réformé de l'intérieur», in *El-Watan* du 8 mars 2014.

(2) N. Boukrouh, sitôt sorti d'un long coma, déclare : «Bouteflika ne peut plus gouverner ! il n'en a pas le droit moral !», in *Le Soir d'Algérie* du 10. 03. 2014.

(3) Les techniques de fraude, recensées dans l'enquête d'*El-Watan* du 7 mars 2014, sont, entre autres, le piratage du fichier de l'état civil, les formulaires antidatés, le chantage et les pressions sur les employés des entreprises publiques et l'achat de signatures.

(4) Selon l'APS, le Conseil constitutionnel s'est réuni du 10 au 13 mars pour examiner et se prononcer sur les dossiers de candidatures et il a retenu Belaïd Abdelaziz, Benflis Ali, Bouteflika Abdelaziz, Touati Moussa, Hanoune Louisa, Rebaïne Fewzi.

En 1999, le taux de participation a été fixé à 57% et la victoire du Président sortant à quelque 74%. En 2004, de 58% et de 85%. En 2009, de 74% et de 90%.

(5) Le choix du premier des ministres président pour l'annonce n'est pas fortuit, il indique clairement que A. Saâdani est en état de lévitiation.

(6) A l'évidence, seuls les médecins-généralistes français du Val-de-Grâce sont en mesure de dire au peuple algérien la réalité de l'état de santé du Président sortant.

(7) Depuis le discours de Sétif, de juin 2012, le Président sortant ne s'est plus adressé à la nation et en une année, il n'a présidé que deux Conseils des ministres obligatoires, ce qui a obligé le premier des ministres président à déclarer «que ces conseils n'étaient pas une obligation» !

(8) Sans risque de se tromper, on peut citer ce tandem de maréchaux des logis, organique et interchangeable, par ordre hiérarchique, A. Ouyahia A., A. Belkhadem.

(9) Certaines personnes se proclamant «hamrouchiennes», ont cru pouvoir pousser ce dernier à se présenter aux élections présidentielles, espérant, sans doute,

empocher quelques dividendes en cas de victoire !

(10) Il faut bien comprendre que les boycotts (le RCD, le MSP, Ennahda, le FJD, Jil Jadid et Ahmed Benbitour) s'inscrivent dans le cadre de l'élection présidentielle, ce que réfute M. Hamrouche, rejoint tardivement par le FFS, qui s'inscrit dans une perspective de «reconstruction d'un consensus national, autour d'un programme et d'un calendrier de transition».

(11) Il est clair qu'en cas d'émeutes, ceux qui auront le plus à perdre, ce sont ceux qui ont accumulé le plus de rentes tant en Algérie, qu'à l'étranger où ils seront traqués eux-mêmes et leurs avoirs. Ils auront également à répondre devant la justice, de leur duplicité avec l'ancien pouvoir.

(12) Les grèves revendicatives et les divers conflits qui explosent actuellement, entre les oligarques, les régions, les minorités et les groupes, sont les signes avant-coureurs du rejet de la répartition de la rente effectuée jusqu'à présent.

(13) Il est amusant de constater qu'A. Benflis soutient le droit à la manifestation, alors qu'il est signataire du décret exécutif interdisant les manifestations sur le territoire de la wilaya d'Alger !

(14) Il ne faut surtout pas croire que le renforcement substantiel des forces de gendarmerie et de police, notamment dans l'Algérois, pourra circonscrire un mouvement insurrectionnel, une fois le processus enclenché au niveau national.

(15) Tout le monde se souvient de la campagne du «qui-tue-qui ?», menée tambour battant en Europe et en particulier en France et qui constitue à accuser l'ANP d'organiser des massacres de populations civiles à grande échelle.

(16) R. Tlemçani affirme que des «groupes sans scrupule sont prêts à mettre le pays à feu et à sang pour préserver et fructifier leurs fortunes mal acquises et pour se mettre à l'abri des poursuites d'une justice indépendante», in *El-Watan* du 9 mars 2014.

(17) Dans sa lettre réquisitoire, M. Sifaoui dit la même chose, à sa manière, puisqu'il interpelle M. L. Mediene, en déclarant : «Je vous demande solennellement d'assumer vos responsabilités... Il vous appartient de prendre votre part, dans le cadre de vos prérogatives constitutionnelles, pour mettre un terme à cette situation inacceptable», in *El-Watan* du 6 mars 2014.

(18) Sa proposition est rejetée par R. Tlemçani qui affirme que le système «n'est plus réformable de l'intérieur, contrairement à ce qu'attestent certaines personnalités dont leur grand souci est de revenir aux affaires, comme si l'Algérie est une propriété privée inaliénable», in *El-Watan* du 9 mars 2014.

(19) Certains ont cru lire dans cet appel une invitation à un coup d'Etat militaire. Or, l'armée a toujours été partie prenante dans le pouvoir, en Algérie, comment pourrait-elle se faire un coup d'Etat à elle-même, sauf à se diviser ?

(20) Cette démarche est contestée par M. Bencheikh qui considère que l'«on ne peut pas préconiser un tel changement du système en appelant l'armée pour le réaliser ou en pensant que sans l'armée, rien ne peut se faire.

Je dis qu'il faut tenir compte de la place centrale de l'armée pour agir, mais que c'est une grave erreur de s'en remettre à elle pour réaliser le changement», in *El-Watan* du 8 mars 2014.

(21) Il est particulièrement affligeant de lire certains intellectuels exiger du Conseil constitutionnel le rejet de la candidature du Président sortant... il a été choisi pour entériner cette candidature ! A moins qu'on prépare déjà, en coulisses, un réquisitoire «pour haute trahison» de ses membres, que l'on compte donner en pâture à la justice, le moment venu ?

(22) L'attaque en règle contre le commandant du DRS, à travers A. Saâdani, a certainement participé à la décantation, tout en portant de graves dommages irréparables à l'institution militaire.

(23) A. Benflis, tout en déposant son dossier de candidature, au Conseil constitutionnel, a dénoncé la fraude «qui a déjà commencé», déclare-t-il, en indiquant une des sources qui est «l'état civil».

Il sait de quoi il parle, pour avoir été le directeur de campagne du Président sortant en 1999. En outre, aux législatives de 2002, il a réussi le «miracle» de faire triompher le FLN et de contenir le RND et le MSP. Les techniques de fraude et de bourrage des urnes sont décrites par l'enquête d'*El-Watan* du 7 mars 2014.

(24) Le Président sortant n'a utilisé, durant ses trois mandats, ses sherpas interchangeables que pour asseoir son pouvoir et atteindre ses

objectifs de prise de son contrôle totale. On peut citer, entre autres, les A. Benflis, A. Benbitour, A. Ouyahia, A. Belkhadem, A. Sellal, Y. Yousfi, A. Saâdani...

(25) A partir du moment où la nomination de son frère à ce poste lui a été refusée, il a conservé ce dossier sous bonne clé.

(26) Pénélope, femme d'Ulysse roi d'Ithaque, avait utilisé le stratagème de la «toile de Pénélope», pour calmer l'ardeur des prétendants qui voulaient l'épouser, afin de gagner du temps et le retour de son mari.

(27) Le Président sortant vient d'organiser un combat à mort, entre tous les prétendants à sa succession qu'il vient de redéployer dans les centres névralgiques du pouvoir.

Juché sur son trône présidentiel, il va distribuer, dans un dosage subtil, les prérogatives à chacun d'entre eux, afin qu'ils s'entretuent sous ses yeux ravis, étant certain de sortir seul et unique vainqueur de ce combat de lilliputiens.

(28) Après avoir dit que l'on «n'avait pas besoin de Conseil des ministres», A. Sellal sort une autre blague en déclarant que «le Président n'a pas besoin de campagne», confirmant ainsi son impotence et l'inutilité de cette élection, tant les résultats sont connus par avance.

La blague sur les Chaouias va définitivement le disqualifier d'une éventuelle succession, à moins qu'il ne soit en service commandé.

(29) Apprenant son limogeage du RND, A. Ouyahia, explosant en larmes, a pensé que l'un des clans qui le soutenait l'avait lâché pour un autre janissaire en réserve.

(30) A. Sellal, remplacé par Y. Yousfi, au poste de Premier des ministres, par intérim, a réussi à faire écrire une chanson sur ses propres turpitudes et faire le buzz sur les réseaux sociaux. Il reprend sa véritable dimension.

(31) Le Président sortant a dû se rappeler que feu A. Khalef alias K. Merbah, alors chef de gouvernement, avait refusé d'être démis par feu président C. Bendjedid, au nom de ses prérogatives constitutionnelles. Il aura fallu que les généraux L. Ayat et M. Bétime forcent les portes de son bureau, pour lui faire entendre raison et obtenir son départ.